

► Mouvement Second degré des corps nationaux des personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation

Publication de la Note de Service au BOEN du jeudi 9.11.2017

➔ Le mouvement à gestion déconcentrée se déroule en deux phases :
une phase inter-académique suivie d'une phase intra-académique.

1^{ère} phase

mouvement INTER-académique

POUR ENTRER dans une académie :

- ◆ Inscriptions - Ouverture du serveur SIAM sur "*I-PROF*" :
du 16 novembre (12 h) au 5 décembre 2017 (18 h),
pour le mouvement inter-académique et le spécifique national.
- ◆ Mouvement : mars 2018 dans le cadre des Commissions
Administratives Paritaires Nationales (CAPN) et des Formations
Paritaires Mixtes Nationales (FPMN).

⇒ Si vous postulez au **mouvement INTER**
ou au **mouvement spécifique** et que vous
devez communiquer avec le ministère, vous
pouvez vous adresser au Bureau DGRH qui
gère votre discipline.

Ministère de l'Éducation nationale

72 rue Regnault - 75243 Paris Cedex 13

• Bureau DGRH B2-2 :

- Gestion des professeurs des disciplines lit-
téraires, sciences humaines, EPS, documen-
tation, éducation et orientation,
- Gestion des professeurs des disciplines
scientifiques et technologiques et des profes-
seurs de lycée professionnel.

• Bureau DGRH B2-4 :

- Gestion des personnels détachés, mis à dis-
position.

**Attention ! Le barème pour la phase INTER-académique est vérifié et acté en janvier
dans l'académie de départ (et non au ministère).**

Rapprochez-vous des élu·es CAPA CGT ! (coordonnées en dernière page)



Syndicat de la
Presse Sociale

Directrice de publication : Nadine CASTELLANI LABRANCHE
Rédactrice en chef : Pauline SCHNEGG - Préperiodicité : bimestrielle - Dépôt légal : Novembre 2017
CPA : 0620 S 07375 - ISSN : 1250 - 4270 - Imprimerie RIVET - BP 1577 Limoges (87022)

Union Nationale des Syndicats de l'Éducation Nationale CGT EDUC'ACTION
263, rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex - tél. : 01 48 18 81 47 - télécopie : 01 49 88 07 43
e-mail : unsen@ferc.cgt.fr - Internet : www.unsen.cgt.fr

► Qui participe à quoi ?

1^{ère} phase

→ Mouvement INTER

(du 16 novembre 12h au 5 décembre 18h)

OBLIGATOIREMENT

→ Les stagiaires devant obtenir une première affectation en tant que titulaires à la rentrée et ceux dont l'affectation 2017 a été reportée (renouvellement...), sauf ex-titulaires enseignants, d'éducation ou d'orientation.

→ Les stagiaires affectés dans l'enseignement supérieur (en cas de recrutement dans l'enseignement supérieur à l'issue de leur stage, l'affectation inter sera annulée) et ceux placés en congé sans traitement pour exercer en tant qu'ATER¹, moniteur ou doctorant qui arrivent en fin de contrat (*cf. annexe V du BO spécial mouvement*).

→ Les titulaires :

- affectés à titre provisoire en 2017/2018, y compris les réintégrations tardives,
- affectés à Wallis et Futuna ou mis à disposition de la Polynésie Française, de la Nouvelle Calédonie, en fin de séjour, qu'ils souhaitent ou non retrouver leur ancienne académie d'affectation,
- désirant retrouver une affectation dans le second degré et qui sont affectés dans un emploi fonctionnel, qu'ils souhaitent ou non changer d'académie, et ceux qui seront affectés en Andorre ou en écoles européennes,
- affectés dans un établissement privé sous contrat dans une académie autre que leur académie d'origine et qui souhaitent réintégrer l'enseignement public du second degré.

ÉVENTUELLEMENT

→ Les titulaires :

- **souhaitant changer d'académie,**
- **souhaitant réintégrer**, en cours ou à l'issue d'un détachement, soit l'académie où ils étaient affectés à titre définitif avant leur départ (vœu prioritaire éventuellement précédé d'autres vœux), soit une autre académie,
- **demandant une réintégration** après disponibilité, congés, affectation dans un poste adapté courte durée (PACD ex-réemploi) ou longue durée (PALD ex-réadaptation) et qui souhaitent être réintégrés **dans une autre académie que celle où ils sont gérés actuellement.**
- **demandant parallèlement un ou des postes spécifiques** (*cf. p. 15-16*).

¹ Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche

→ Mouvement spécifique national

(du 16 novembre 12h au 5 décembre 18h)

OBLIGATOIRE pour les lauréats de la session 2017 du CAPLP et CAPET Arts appliqués, option "Métiers d'Arts".

**► Mouvement Second degré
des corps nationaux des personnels
d'enseignement, d'éducation et d'orientation**
Publication de la Note de Service au BOEN du jeudi 9.11.2017

2^{ème} phase

mouvement INTRA-académique

POUR ÊTRE AFFECTÉ·E dans l'académie obtenue :

- ◆ **Inscriptions - Ouverture du serveur** : la durée d'ouverture est fixée par la note de service rectorale (cadrée, selon l'académie, entre mi-mars/mi-avril 2018).
- ◆ **Mouvement** : juin 2018 dans le cadre des Commissions Administratives Paritaires Académiques (CAPA) et des Formations Paritaires Mixtes Académiques (FPMA).

⇒ Si vous postulez au **mouvement INTRA**, il convient de vous adresser au rectorat de l'académie obtenue, chaque académie ayant sa propre note de service en matière d'affectation des personnels.

► Qui participe à quoi ?

2^e phase

**→ Mouvement INTRA
(mi-mars / mi-avril 2018)**

OBLIGATOIREMENT

- Les **titulaires et stagiaires** entrant dans une académie après la phase inter du mouvement, à l'exception de ceux retenus pour un poste spécifique.
- Les personnels faisant l'objet d'une **mesure de carte scolaire**.
- Les stagiaires précédemment titulaires d'un autre corps d'enseignants, d'éducation ou d'orientation et ne **pouvant rester sur leur poste**, y compris les personnels issus du premier degré.

ÉVENTUELLEMENT

- Les **titulaires** :
 - **souhaitant changer d'affectation au sein de leur académie**,
 - **gérés par l'académie demandant une réintégration** après disponibilité, congé avec libération de poste, affectation dans un poste adapté courte durée (PACD ex-réemploi) ou longue durée (PALD ex-réadaptation), ou affecté dans l'enseignement supérieur,
 - **gérés hors académie** (détachement, affectation en COM), ou mis à disposition et sollicitant un poste dans leur académie d'origine.
- Les **fonctionnaires stagiaires** affectés en qualité de titulaires dans une académie au 1^{er} septembre et placés, à cette même date et par cette même académie, en disponibilité ou congés divers, pourront ne participer qu'au mouvement intra de cette académie.

► Dépôt de la candidature et formulation des vœux

Les demandes de mutation se font exclusivement sur internet, via l'outil de gestion *I-prof*, accessible à l'adresse suivante :

www.education.gouv.fr/iprof-siam

du 16 novembre (12h)

au 5 décembre (18h).

Cet outil :

- propose des informations sur les procédures du mouvement,
- permet de saisir les demandes de première affectation et de mutation, et de prendre connaissance des barèmes retenus pour les projets de mouvement.

Un numéro de téléphone ministériel (01 55 55 44 45) est mis à la disposition des candidats à compter du 13 novembre et jusqu'au 5 décembre 2017.

■ Demandes tardives, modification de demande ou annulation d'affectation

En cas de force majeure, il est possible, dans la phase inter comme dans la phase intra, de déposer une demande tardive de participation au mouvement, une demande d'annulation ou de modification (art. 3 de l'arrêté relatif aux dates et modalités de dépôt des demandes de première affectation, de mutation et de réintégration pour la rentrée 2018) :

- pour l'inter, au plus tard le 16 février 2018 (cachet de la Poste faisant foi),
- pour l'intra, dans les délais fixés par le recteur.

Mais ces deux types de demandes ne seront examinés que si vous pouvez invoquer les motifs suivants :

- décès du conjoint ou d'un enfant,
- perte d'emploi du conjoint ou mutation du conjoint dans un autre mouvement de personnels fonctionnaires,
- mutation non prévisible et imposée du conjoint,
- situation médicale aggravée,
- cas médical aggravé d'un enfant.

■ Mouvement inter-académique

Vous ne pouvez formuler, en clair et sans codage, que des vœux académiques + Vice-Rectorat Mayotte (soit 31 vœux). Dans cette phase, il est impossible de cibler des vœux plus précis (département, commune, établissement).

Les candidats titulaires ne doivent pas formuler comme vœu l'académie dans laquelle ils sont affectés. Ce vœu serait automatiquement supprimé ainsi que ceux qui suivent. Les candidats affectés ou détachés outre-mer peuvent formuler des vœux autres que celui de leur académie d'origine, mais avant celle-ci et par ordre de préférence, puis terminer impérativement par leur académie d'origine. S'ils sont formulés après, ils seront supprimés. Si l'académie d'origine n'apparaît pas dans les vœux et qu'aucun ne peut être satisfait, il y aura alors **affectation en extension** (vœu d'académie non souhaitée).

■ Mouvement intra-académique

Le nombre de vœux à formuler, avec codage, dépend de la note de service rectorale (publiée selon les académies en mars ou avril 2018).

- Le répertoire des établissements est accessible sur *I-Prof*.
- **Le mouvement intra-académique débute dès la publication des résultats du mouvement inter-académique, donc mi-mars 2018, et s'achève fin juin, voire début juillet pour l'affectation des TZR. Le calendrier précis est spécifique à chaque académie, tout comme les règles de ce mouvement.**

Il est donc crucial de consulter les élus académiques dès réception de votre avis d'affectation afin qu'ils vous conseillent au mieux pour cette phase du mouvement, la plus complexe et la plus risquée, puisqu'elle déterminera votre affectation définitive.

En effet, si vous participez au mouvement intra après avoir obtenu une académie au mouvement inter, vous pouvez être affecté par extension sur un poste que vous n'avez pas demandé, dans un établissement relevant ou pas de l'éducation prioritaire (cela signifie que votre nomination s'effectue en examinant les possibilités en partant du premier vœu que vous avez exprimé, avec votre plus petit barème et en suivant une table d'extension académique).

Si vous êtes déjà titulaire d'un poste dans l'académie, vous ne participez qu'au mouvement intra, et ne pouvez être affecté que sur vos vœux. Si vous n'obtenez pas satisfaction, vous conserverez votre affectation actuelle.

Les agents titulaires et néo-titulaires affectés dans une académie au 1^{er} septembre et placés, à cette même date et par cette même académie, en disponibilité ou congés divers ne participeront qu'à la seule phase intra-académique s'ils désirent obtenir un poste dans cette académie.

► Suivi de la candidature

■ Confirmation de la demande

Le rectorat envoie **un formulaire de confirmation** après la date limite de fermeture des serveurs. Vous devez vérifier (**éventuelles corrections manuscrites possibles**) et signer le formulaire avant de le remettre au chef d'établissement, **avec les pièces justificatives demandées**. Le proviseur complète, s'il y a lieu, la rubrique éducation prioritaire.

→ *Au mouvement inter-académique*, le tout doit être retourné au rectorat par le chef d'établissement, au plus tard à la date fixée par arrêté rectoral.

→ *Au mouvement intra-académique*, les personnels nommés dans une nouvelle académie transmettent eux-mêmes leur dossier visé par leur chef d'établissement, au rectorat de l'académie d'arrivée avant la date fixée par le recteur.

Si vous n'êtes pas en mesure de fournir toutes les pièces justificatives en temps voulu, vous pouvez en informer, par courrier, le rectorat en justifiant cette impossibilité et en l'assurant d'un envoi ultérieur.



Pour un meilleur suivi de votre demande de mutation, contactez la CGT Educ'action dès la saisie de vos vœux sur *I-Prof* et :

- **envoyez votre dossier syndical, format papier (4 p. ci-joint), aux élus académiques (coordonnées en dernière page) ;**
- **saisissez votre dossier électronique pour les élus nationaux : www.unsenmutations.cgt.fr**

■ Calcul du barème

Le calcul et la vérification de l'ensemble des vœux et barèmes se font :

- dans l'académie de départ du candidat, y compris pour les candidats en première affectation,
- à l'administration centrale (DGRH B2-4) pour les personnels gérés hors académie.

Le barème apparaissant lors de la saisie des vœux correspond aux éléments déclarés par le candidat et **ne constitue donc pas le barème définitif**.

■ Vérification du barème

Après vérification par les gestionnaires académiques, l'ensemble des barèmes calculés par l'administration fait l'objet d'un affichage sur *I-Prof* permettant aux intéressés d'en prendre connaissance et éventuellement d'en demander, par écrit, la correction avant la tenue du Groupe de Travail Académique (GTA) où **les élus de la CGT, auxquels vous avez confié vos dossiers, siègent et feront valoir vos droits**.

N'oubliez pas de faire un double de la confirmation de demande de mutation pour votre dossier syndical.

■ Affichage du barème

Après avoir recueilli l'avis des GTA, l'ensemble des barèmes arrêtés par le recteur fait l'objet, en janvier, d'un nouvel affichage sur *I-Prof*.

Dès lors, seuls les barèmes rectifiés à l'issue des GTA peuvent faire l'objet d'une ultime demande de correction par l'intéressé jusqu'à la fin de la période d'affichage dont la durée est fixée par arrêté rectoral.

Le recteur statue immédiatement sur ces éventuelles réclamations et arrête définitivement l'ensemble des barèmes qui sont transmis à l'administration centrale ; **ceux-ci ne sont pas susceptibles d'appel auprès de l'administration centrale.**

La Direction Générale des Ressources Humaines (DGRH B2-4) suit la même procédure pour les agents non affectés en académie.

Attention à la communication ministérielle !

Le ministère vous annonce votre affectation par SMS ou par mail, sur *I-Prof*, avant la tenue des commissions paritaires.

Nous vous rappelons que cette information n'est en aucun cas définitive.

Des modifications interviennent avant et pendant les CAPN et FPMN pouvant rendre caduque la mutation annoncée...

Soyez vigilant !

► Barèmes et types de demandes

■ Barème inter-académique

Les barèmes sont liés aux types de demandes :

→ Barème de base

Il est commun à tous les candidats à une mutation.

Il est composé *obligatoirement* de :

A - Ancienneté de service

B - Ancienneté dans le poste

Et *éventuellement* de :

C - Affectation en éducation prioritaire.

Demande

pour convenance personnelle :

certain candidats, ne pouvant prétendre à aucune bonification particulière, n'ont que ce barème de base pour obtenir une mutation.

Hormis lorsque le candidat a droit à une bonification pour une affectation en éducation prioritaire (cf page 9), seuls les points d'ancienneté dans le poste et d'ancienneté d'échelon sont pris en compte.

→ Barème incluant des situations particulières ou familiales

D - Situation individuelle :

Stagiaires ; Vœu préférentiel ;
Retour de COM (Collectivité d'Outre Mer) ; Originaires DOM/Mayotte ;
Vœu unique sur la Corse ;
Handicap ; Réintégration.

Chacune de ces situations correspond à un type de demande.

Exemple : le **vœu préférentiel** concerne les agents qui demandent plusieurs fois de suite la même académie en premier vœu (incompatible avec les demandes de rapprochement de conjoints ou de mutation simultanée).
Le vœu préférentiel est plafonné à 100 points maximum depuis 2016. Toutefois, les enseignants conservent, à titre individuel, le bénéfice de l'intégralité des bonifications acquises antérieurement au MNGD 2016.

E - Situation familiale ou civile

1. Rapprochement de conjoints (cf pages 11-13)
2. Autorité parentale conjointe (cf page 14)
3. Situation de parent isolé (cf page 14)
4. Mutation simultanée (cf page 14)



■ Hors barème

La **demande à caractère spécifique** concerne les agents qui veulent un poste spécifique (cf p. 15-16).

Classement des candidatures hors barème en fonction de la situation de chacun.

■ Barème intra-académique

Ce barème sera élaboré par chaque académie à partir de la note de service rectorale.

Reportez-vous aux pages intérieures de l'encart détachable
"Dossier Mutation 2nd degré 2018"

☞ *La CGT Educ'action reste attachée à ce que les barèmes soient cadrés nationalement. C'est une évidente garantie d'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire. Pourtant, la note de service du mouvement 2018, dans le cadre de la déconcentration de l'État, permet à chaque recteur de créer sa propre note de service.*

► Stagiaires

Stagiaires du second degré, quel que soit le concours auquel vous avez été reçus, vous devez IMPÉRATIVEMENT participer aux mouvements inter-académique et intra-académique, même pour un poste spécifique (cf p. 15-16) pour obtenir une affectation.

■ Formuler des vœux

→ Pour le mouvement inter-académique (*obtenir une académie*)

Vous pouvez formuler jusqu'à **31 vœux par ordre de préférence**, soit les 30 académies et le vice-rectorat de Mayotte.

À la fin des opérations du mouvement, vous devez avoir une affectation. Si aucun de vos vœux n'est satisfait, votre demande est traitée selon la procédure dite "*d'extension des vœux*", en examinant les académies selon un ordre défini par l'administration (*tables d'extension au BO et sur SIAM*).

Pour éviter cette procédure où vos choix ne sont plus pris en compte, nous vous conseillons de formuler un maximum de vœux sur les 31 possibles.

→ Pour le mouvement intra-académique (*obtenir une affectation*)

Vous pouvez formuler des vœux sur des établissements précis, une ou plusieurs communes, un ou plusieurs groupements ordonnés de communes, un ou plusieurs départements, ou des zones de remplacement (commune, département, académie).

Attention : les règles sont variables d'une académie à l'autre.

■ Les bonifications du mouvement inter-académique

→ Les stagiaires demandant l'académie de leur stage ou l'académie d'inscription au concours bénéficient d'une bonification de 0,1 point.

→ Les stagiaires qui effectuent leur stage dans le second degré de l'EN ou dans un centre de formation des Psy-EN se voient attribuer, à leur demande, 50 points sur leur 1^{er} vœu à l'inter.

Attention : cette bonification, utilisable sur une période de trois ans, n'est valable qu'une fois. Par exemple, un stagiaire lauréat du concours en juin 2017 l'utilisera lors des mouvements 2018 ou 2019 ou 2020.

→ Les ex-enseignants contractuels de l'enseignement public du second degré de l'EN ou de CFA, ex-CPE contractuels, ex-COP contractuels, ex-MA garantis d'emploi ou ex-MI-SE, ex-AED, ex-AESH et ex-EAP ont une bonification en fonction de leur reclassement :

- jusqu'au 3^e échelon : 100 points,
- au 4^e échelon : 115 points,
- à partir du 5^e échelon : 130 points.

Il faut justifier de services dont la durée, traduite en équivalent temps plein, est

égale à une année scolaire au cours des deux années scolaires précédant le stage. Les EAP doivent avoir deux années de service.

→ Les stagiaires précédemment titulaires d'un corps autre que celui des personnels enseignants, d'éducation ou d'orientation ont 1 000 points pour l'académie de l'ancienne affectation avant concours.

→ Les stagiaires en situation de handicap ou qui ont la charge d'un enfant malade ou en situation de handicap peuvent bénéficier d'une bonification de 100 à 1 000 points selon les situations (cf p. 10).

→ Les stagiaires du second degré peuvent prétendre à la prise en compte d'une année de séparation au titre de leur-s année-s de stage. En cas de renouvellement ou prolongation de stage, une seule année compte (cf p. 13).

→ Une bonification de 150 points sur le 1^{er} vœu et pour les académies limitrophes est possible pour la situation de parent isolé. (cf p. 14).

Situations particulières

→ Les stagiaires qui n'ont pu être évalués avant la fin de l'année scolaire (congs maladie, maternité,...) sont retirés du mouvement.

Ils seront affectés à titre provisoire dans l'académie où ils avaient commencé leur stage et devront, l'année suivante, participer de nouveau aux mouvements.

→ Les stagiaires qui ont été évalués positivement avant la fin de l'année scolaire terminent leur stage dans l'académie obtenue au mouvement inter-académique et sur le poste obtenu au mouvement intra-académique et seront titularisés en cours d'année.

→ Les stagiaires précédemment titulaires d'un corps de personnels enseignants, du 1^{er} ou du 2nd degré, d'éducation et d'orientation participe au mouvement Inter que s'ils souhaitent changer d'académie. Ils ne participent au mouvement intra-académique que s'ils ne sont pas maintenus dans leur poste.

Complexité de la procédure, diversité des situations, importance de cette première affectation, vérification de votre barème... autant de raisons de prendre contact avec les élus paritaires académiques et nationaux de la CGT Educ'action.
(Coordonnées de toutes les académies en dernière page)

D Affectation en éducation prioritaire bénéficiant d'une bonification

Apparue en 2004/2005, l'APV (Affectation à caractère Prioritaire justifiant une Valorisation) regroupait des postes ZEP, des établissements relevant du plan de lutte contre la violence. Suite à la réforme de l'éducation prioritaire, ce dispositif se termine cette année sauf pour les agents ayant exercé en lycée APV (prolongation jusqu'en 2020).

En 2012, suite à un rapport diagnostic, le gouvernement s'est lancé dans une réforme de redéploiement de moyens, afin de :

- **resserrer le périmètre** (ajustement "aux écoles et collèges connaissant les plus fortes concentrations de défavorisés"),
- **réfléchir aux conditions d'exercice**, de rémunération des personnels,
- **renforcer le pilotage national** avec d'autres politiques publiques (ville, jeunesse...),
- **centrer l'usage des moyens** sur l'école primaire.

Depuis 2015, les établissements d'éducation prioritaire sont désormais classés : REP+ et ville / REP+ / Ville / Ville et REP.

Dans un contexte de restriction budgétaire, à moyens constants, les lycées et en particulier les lycées professionnels ont été, dans un premier temps, écartés de ce dispositif.

Suite aux interventions de la CGT Educ'action, à des luttes, le dispositif de sauvegarde est prolongé jusqu'en 2020 pour les collègues ayant exercé en lycée APV! Pour tous les autres (collèges), c'est la sortie de l'éducation prioritaire et la fin des bonifications pour la mutation.

Pendant une phase transitoire (3 ans à partir de 2015), une "clause de sauvegarde" est mise en place, les agents qui étaient affectés en établissement APV au 31 août 2015, bénéficieront de la bonification liée à cette affectation jusqu'en 2020 pour ceux qui étaient en lycée (bonification de 60 à 400 points en fonction de la durée d'exercice en APV et du type de classement). **Le dispositif prend fin pour les agents qui étaient affectés en collège.**

Bonification pour le mouvement 2018	
Affectation à la rentrée 2014 dans un lycée classé en APV	(AP = ancienneté de poste au 31.08.2015)
Établissement non REP+, non ville, non REP (CLAIR, sensible, ruraux isolés, ZEP, etc.)	AP 1 an : 60 points AP 2 ans : 120 points AP 3 ans : 180 points AP 4 ans : 240 points AP 5 ou 6 ans : 300 points AP 7 ans : 350 points AP 8 ans et + : 400 points

Pour le mouvement 2018

Les agents exerçant depuis au moins 5 ans dans un établissement répondant à la nouvelle classification, ont droit à une bonification de :

- 320 points pour les affectations en REP+ ou Politique de la ville.
- 160 points pour les affectations en établissement classé uniquement REP.

Cette bonification peut s'appliquer aux établissements anciennement classés APV, la bonification la plus avantageuse est retenue.

• *Exemple 1* - Un agent qui exerce depuis au moins cinq ans dans un établissement qui, précédemment, n'avait aucun classement et qui est devenu REP+, a droit à une bonification de 320 points.

• *Exemple 2* - Un agent exerce depuis cinq ans dans un lycée qui était APV et qui est devenu REP+. Il a droit à une bonification de 320 points (ce qui est plus intéressant que 5 ans en APV).

Pour les agents qui étaient en collège les bonifications pour 5 ans en enseignement prioritaire sont les suivantes :

Classement de l'établissement	Bonification pour au moins 5 ans d'exercice
REP+ et ville / REP+ / Ville / Ville et REP	320 points
REP	160 points

À partir du mouvement 2020

Les mêmes bonifications s'appliqueront aux agents ayant exercé en lycée APV,

■ Calcul de la bonification

- **Ne sont pas prises en compte, les périodes :** de congé de longue durée, de position de non-activité, de service national, de congé parental.
- **Sont prises en compte, les périodes :** de congé de longue maladie, de formation professionnelle, de mobilité.

► Demandes formulées au titre du handicap

La procédure concerne les personnels titulaires, stagiaires ou leur conjoint bénéficiaire de l'obligation d'emploi, ainsi que la situation d'un enfant reconnu en situation de handicap ou gravement malade. Elle s'appuie AUTOMATIQUEMENT sur un dossier médical.

→ Contenu du dossier médical

- La pièce attestant que l'agent ou son conjoint rentre dans le champ du bénéfice de l'obligation d'emploi. Il faut entreprendre les démarches auprès des Maisons Départementales des Handicapés **afin d'obtenir la Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH)** pour l'agent ou son conjoint, ou la reconnaissance du handicap pour l'enfant,

- tous les justificatifs attestant que la mutation sollicitée **améliorera les conditions de vie de la personne concernée**,

- s'agissant d'un enfant non reconnu handicapé mais souffrant d'une maladie grave, toutes les pièces concernant le suivi médical, notamment en milieu hospitalier spécialisé.

*En plus des attestations de professionnels de la santé, **quantifiez les conséquences de la prise en charge de votre situation** : combien de temps, d'argent consacrés aux transports qui seraient évités en cas de mutation, combien de temps consacré aux soins par jour ou par semaine,*

→ Déposer le dossier médical

- Auprès du médecin-conseiller technique du recteur de l'académie de départ, **au plus tard début décembre 2017** (date butoir différente d'une académie à l'autre, contactez les élus CAPA CGT),

- si vous êtes détaché ou affecté en Collectivités d'Outre Mer (COM) : auprès du médecin conseil de l'Administration centrale, DGRH B2-2, 72 rue Regnault, 75243 Paris cedex 13, **au plus tard le 6 décembre 2017**.

Il est impératif de fournir un double du dossier médical aux élus paritaires académiques CGT qui pourront défendre votre situation avec toutes les clefs en main lors des groupes de travail académiques sur la vérification des vœux et barèmes.

→ Traitement du dossier

- L'avis du médecin-conseiller technique n'est que consultatif. Ce sont les recteurs qui attribuent éventuellement une bonification de **1 000 points** sur la ou les académies dans lesquelles la mutation demandée améliorera la situation de la personne concernée, dans le cadre des groupes de travail académiques de vérification des vœux et barèmes.

- S'agissant des personnels détachés ou affectés en COM, la Directrice Générale des Ressources Humaines (DGRH) attribuera éventuellement cette bonification suivant la même procédure.

La reconnaissance RQTH est nécessaire pour pouvoir prétendre à la bonification de 1 000 points depuis le mouvement 2014 (auparavant la preuve du dépôt de la demande suffisait).

Le fait d'avoir cette reconnaissance ne donne pas systématiquement droit à la bonification.

*Les 1000 points ne sont accordés, la plupart du temps, que pour **une seule** académie.*

→ Les bonifications envisageables

- 100 points sont attribués sur tous les vœux pour les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi,

- 1 000 points pour la ou les académies dans lesquelles la mutation demandée améliorera la situation de la personne en situation de handicap (ou malade pour un enfant).

Ces deux bonifications ne sont pas cumulables.

→ Bis repetita au mouvement intra

*Le fait d'avoir obtenu au mouvement inter la bonification handicap **ne signifie pas qu'elle sera reconduite au mouvement intra-académique** où vous devrez, à nouveau, faire la demande et fournir les pièces justificatives.*

Notre employeur est soumis à une obligation de priorité de mutation pour le handicap. Il cherche à s'en soustraire en évoquant "le bon fonctionnement du service et la limite des capacités d'accueil des académies demandées".

Dans ce contexte, la précision et la cohérence des dossiers médicaux sont essentiels : n'hésitez pas à contacter vos élus CGT pour vous aider.

► Demandes à caractère familial

Trois types de demandes **non cumulables** :

- ❶ **le rapprochement de conjoints** (sont considérés comme relevant de cette situation : les personnes mariées ou ayant établi un PACS avant le 31 août 2017),
- ❷ **autorité parentale conjointe** pour un enfant de moins de 20 ans au 31 août 2018.
- ❸ **la bonification pour situation de parent isolé.**
- ❹ **la mutation simultanée**

❶ Rapprochement de conjoints

Les demandes de rapprochement de conjoints ne sont recevables que sur la base de situations établies au 31 août 2017.

Néanmoins, la situation de séparation justifiant la demande de rapprochement de conjoints peut intervenir après cette date, mais au plus tard au 1^{er} septembre 2018 sous réserve de fournir les pièces justificatives aux dates fixées par les recteurs pour le retour des confirmations des demandes.

Dans le cas particulier de deux agents des corps de personnels d'enseignement, d'éducation ou d'orientation du second degré, sont considérés comme relevant du rapprochement de conjoints les personnels affectés ou non à titre définitif, n'exerçant pas dans la même académie que leur conjoint, ainsi que les stagiaires sollicitant une première affectation dans l'académie de résidence professionnelle de leur conjoint.

Aucun rapprochement de conjoints n'est possible vers la résidence d'un fonctionnaire stagiaire, sauf si celui-ci est

assuré d'être maintenu dans son académie de stage (stagiaire du second degré ex-titulaire d'un corps enseignant, d'éducation et d'orientation, professeur des écoles stagiaire).

Dans les autres cas, le conjoint doit exercer une activité professionnelle, être étudiant inscrit pour un cursus d'au moins 3 ans dans une formation recrutant exclusivement sur concours ou être inscrit comme demandeur d'emploi auprès du Pôle Emploi, après cessation d'une activité professionnelle si celle-ci est intervenue après le 31 août 2015.

En cas d'inscription auprès du Pôle Emploi, le rapprochement pourra porter sur la résidence privée sous réserve qu'elle soit compatible avec l'ancienne résidence professionnelle.

→ Bonifications :

- 150,2 pts sont accordés pour l'académie de résidence professionnelle du conjoint ou de l'autre parent et les académies limitrophes.
- Les candidats doivent impérativement formuler en premier vœu l'académie correspondant à la résidence professionnelle de leur conjoint ou de l'autre parent. Pour les cas de résidence professionnelle à l'étranger, la bonification est accordée sur l'académie comportant le département frontalier le plus proche.
- Le rapprochement de conjoints peut porter sur la résidence privée dans la mesure où cette dernière est compatible avec la résidence professionnelle. Cette compatibilité est appréciée par les gestionnaires académiques au vu notamment des pièces fournies à l'appui du dossier.
- 100 points sont attribués, par enfant à charge de moins de 20 ans, au 1^{er} septembre 2018.
- Une bonification complémentaire de 200 pts est attribuée pour les demandes vers une académie non limitrophe dès lors que la séparation est effective sur des académies non limitrophes.
- Une bonification de 100 points sur les départements non limitrophes d'une académie limitrophe.



► Demandes à caractère familial

→ Pièces justificatives :

- photocopie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance de l'enfant;
- les certificats de grossesse, délivrés au plus tard le 31 décembre 2017, sont recevables à l'appui d'une demande de rapprochement de conjoints. Pour bénéficier de cette disposition, l'agent pacsé ou l'agent non marié doit joindre une attestation de reconnaissance anticipée avant le 31 décembre 2017;
- justificatif administratif établissant l'engagement dans les liens d'un pacte civil de solidarité et extrait d'acte de naissance portant l'identité du partenaire et le lieu d'enregistrement du PACS;
- les décisions de justice et/ou justificatifs définissant les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement pour les personnels en situation d'autorité parentale conjointe;
- *pour l'activité professionnelle du conjoint ou de l'autre parent :*
 - attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle du conjoint (CDI, CDD sur la base des bulletins de salaire ou des chèques emploi service,...), sauf si celui-ci est agent du ministère de l'Éducation nationale. La promesse d'embauche pourra être considérée comme pièce justificative recevable sous réserve qu'elle soit accompagnée d'une déclaration sur l'honneur d'engagement à occuper le poste proposé par le futur employeur.
 - en cas de chômage, il convient en plus de fournir une attestation récente d'inscription au Pôle Emploi et de joindre une attestation de la dernière activité professionnelle interrompue après le 31 août 2015, ces deux éléments servant à vérifier l'ancienne activité professionnelle du conjoint;
 - pour les chefs d'entreprise, les commerçants, les artisans et les auto-entrepreneurs ou structures équivalentes, joindre une attestation d'immatriculation au registre du commerce ou au répertoire des métiers **ainsi que** toutes pièces attestant de la réalité de l'activité et de son lieu d'exercice effectif (par exemple : *déclaration récente de montant du chiffre d'affaire, bail commercial, preuves d'achat du matériel nécessaire à l'activité professionnelle, preuves de récente commercialisation de produits ou de prestations...*);
 - pour les ATER, moniteur doctorant ou doctorant contractuel, joindre une copie du contrat précisant la date de début de la formation ainsi que sa durée, et les bulletins de salaire correspondants;
 - pour les étudiants engagés dans un cursus d'au minimum 3 années au sein d'un établissement de formation professionnelle diplômante recrutant exclusivement sur concours, toutes pièces pouvant être délivrées par l'établissement de formation justifiant la situation (*attestation d'inscription, attestation de réussite au concours...*);
 - pour les demandes de rapprochement de conjoints portant sur la résidence privée, toute pièce utile s'y rattachant (facture EDF, quittance de loyer, copie du bail...),

Toute fausse déclaration ou pièce justificatives identifiée(s) même postérieurement à la réunion des instances paritaires, entraînera la perte du bénéfice de la mutation obtenue et d'éventuelles poursuites disciplinaires pour manquement au devoir de probité.

► Demandes à caractère familial (suite)

■ Prise en compte des années de séparation

Pour chaque année de séparation, la situation de séparation doit être égale à au moins six mois de séparation effective par année scolaire considérée. Toutefois, les agents qui ont participé au mouvement 2017, et qui renouvellent leur demande, ne justifient leur situation que pour la seule année de séparation 2017/2018. Ils conservent le bénéfice des années validées lors du mouvement précédent.

Les périodes de congé parental ainsi que les disponibilités pour suivre le conjoint seront comptabilisées pour moitié de leur durée dans le calcul des années de séparation.

- Pour les fonctionnaires stagiaires ex-titulaires d'un corps relevant de la DGRH, le calcul des années de séparation intègre l'année de stage ainsi que les années de séparation antérieures.
- Les fonctionnaires stagiaires ayant accompli leur stage dans le second degré, s'ils remplissent les conditions précitées, peuvent prétendre à la prise en compte d'une année de séparation au titre de leur-s année-s de stage.

En cas de renouvellement ou de prolongation de stage, les années de stage sont comptabilisées pour une seule année.

- Les départements 75, 92, 93 et 94 forment une même entité à l'intérieur de laquelle aucune année de séparation n'est comptabilisée.

Ne sont pas considérées comme des périodes de séparation :

- les périodes de disponibilité (autres que pour suivre le conjoint),
- les périodes pendant lesquelles l'agent est mis à disposition ou en détachement,
- les périodes de position de non-activité,
- les congés de longue durée et de longue maladie,
- le congé pour formation professionnelle,
- les périodes pendant lesquelles le conjoint est inscrit comme demandeur d'emploi (sauf activité professionnelle d'au moins 6 mois au cours de l'année scolaire considérée) ou effectue son service national,
- les années pendant lesquelles l'enseignant titulaire n'est pas affecté à titre définitif dans l'enseignement du second degré public ou dans l'enseignement supérieur,
- les années pendant lesquelles l'enseignant stagiaire est nommé dans l'enseignement supérieur.

Ces situations sont suspensives mais non interruptives du décompte des années de séparation.

Lorsqu'un candidat ayant formulé plusieurs vœux, obtient sa mutation pour une autre académie que celle du conjoint (sollicitée en vœu 1), les points des années de séparation peuvent être maintenus.

➔ Bonifications pour années de séparation (Barème 2018)

Année-s de séparation en activité	Année-s de séparation en congé parental ou disponibilité pour suivre le conjoint				
	0 année	1 année	2 années	3 années	4 années et +
0 année	0 année 0 pt	1/2 année 95 pts	1 année 190 pts	1 année 1/2 285 pts	2 années 325 pts
1 année	1 année 190 pts	1 année 1/2 285 pts	2 années 325 pts	2 années 1/2 420 pts	3 années 475 pts
2 années	2 années 325 pts	2 années 1/2 420 pts	3 années 475 pts	3 années 1/2 570 pts	4 années 600 pts
3 années	3 années 475 pts	3 années 1/2 570 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts
4 années et +	4 années 600 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts

Cas particuliers

Dans le cas où un agent, au cours d'une même année, se trouverait en position d'activité et en position de congé parental, la situation retenue sera celle d'une durée supérieure à six mois.

Exemple : 5 mois d'activité et 7 mois de congé parental :
1/2 année de séparation sera comptabilisée.

Exemple de calcul

Vous êtes séparé 1 an en activité et 3 ans en congé parental ou en disponibilité pour suivre le conjoint.

Le ministère comptera : 1 an et la moitié des 3 ans, soit :
1 an + 1,5 an = 2,5 ans.

► Demandes à caractère familial (fin)

NOUVEAUTÉ 2018

② Autorité parentale conjointe

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter la situation des personnels ayant à charge un ou des enfants de 20 ans exactement ou moins au 31 août 2018 et exerçant **l'autorité parentale conjointe** (garde alternée, garde partagée, droits de visite).

→ Pièces justificatives :

- photocopie du livret de famille ou de l'extrait d'acte de naissance;
- la décision de justice ou toute autre pièce justifiant la notion de séparation;
- l'attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle de l'autre parent.

→ Bonification :

- 250,2 pts forfaitaire pour le premier enfant.
- + 100 pts par enfant supplémentaire.

Cette bonification n'est pas cumulable avec les bonifications attribuées au titre du rapprochement de conjoints (y compris au titre de l'autorité parentale conjointe) ou de mutation simultanée.

③ Situation de parent isolé

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter la situation des personnes exerçant seules l'autorité parentale d'un enfant de moins de 18 ans au 31 août 2018, sous réserve que la demande soit motivée par l'amélioration des conditions de vie de l'enfant (facilité de garde quelle qu'en soit la nature, proximité de la famille...)

→ Pièces justificatives :

- photocopie du livret de famille ou de l'extrait d'acte de naissance ou de toute pièce officielle attestant de l'autorité parentale unique.
- toute pièce attestant que la demande de mutation améliorera les conditions de vie de l'enfant

→ Bonification :

150 pts valables sur le 1^{er} vœu et les académies limitrophes.

Le premier vœu formulé doit impérativement correspondre à l'académie susceptible d'améliorer les conditions de vie de l'enfant.

Cette bonification n'est pas cumulable avec les bonifications attribuées au titre du rapprochement de conjoints (y compris au titre de l'autorité parentale conjointe) ou de mutation simultanée.

④ Mutation simultanée

Sont considérés comme relevant de la procédure de mutation simultanée les personnels d'enseignement, d'éducation ou d'orientation du second degré dont l'affectation souhaitée est subordonnée à la mutation conjointe d'un autre agent appartenant à l'un de ces corps dans la même académie.

Les vœux doivent être identiques et formulés dans le même ordre.

Seuls, peuvent bénéficier de ces dispositions deux agents titulaires ou deux agents stagiaires, ou un agent titulaire et un agent stagiaire, mais seulement si ce dernier est ex-titulaire d'un corps géré par le service des personnels de l'enseignement scolaire de la DGRH.

→ Bonification :

Une bonification forfaitaire de 80 pts est accordée sur le vœu "académie", saisi en vœu 1, correspondant au département saisi sur SIAM *I-Prof* et sur les académies limitrophes, seulement pour les agents **conjointes titulaires** ou les agents **conjointes** stagiaires.

La mutation simultanée entre deux agents titulaires ou stagiaires non conjoints est toujours possible mais ne donne plus droit à bonification.



► Personnels candidats à un poste spécifique national

Titulaire ou stagiaire, vous pouvez demander une affectation ou une mutation sur un poste spécifique pour la rentrée 2018 →
(se reporter à l'annexe II du BO spécial mouvement).

Ouverture du serveur :
du 16 novembre 12h au 5 décembre 18h

■ Les demandes portent sur les postes suivants :

Vous pouvez participer au mouvement spécifique et/ou au mouvement inter-académique.

Cependant, le mouvement spécifique est un mouvement à part entière : **en cas de pluralité de demandes, l'affectation sur le poste spécifique est prioritaire.**

Les affectations sur postes spécifiques sont prononcées au vu des dossiers personnels constitués par les candidats. Depuis la rentrée scolaire 2017, des postes spécifiques nationaux sont à pourvoir en Polynésie française.

Trois étapes...

Les candidats doivent :

❶ mettre à jour leur CV en remplissant toutes les rubriques, notamment celles qui concernent les qualifications, les compétences et les activités professionnelles.

(*Attention, ce CV sera consulté par les chefs d'établissement actuel et d'accueil, l'inspection et les recteurs chargés de mettre un avis ainsi que par l'Inspection générale et l'administration centrale qui sélectionnent les candidats*),

❷ rédiger **obligatoirement en ligne** une lettre de motivation en faisant ressortir leurs compétences.

❸ saisir, via *I-Prof*, 15 vœux maximum en fonction des postes publiés mais aussi des vœux géographiques (académie, départements, communes) en cas de postes libérés au cours du mouvement spécifique.

Ce dossier doit comprendre toutes les pièces indiquées en Annexe II du BO spécial mouvement.

Ces postes sont affichés sur SIAM (à partir du 9.11.2017), mais plusieurs mises à jour sont réalisées jusqu'à la fermeture des serveurs.

→ En section internationale

Il est vivement conseillé aux candidats de prendre l'attache du chef de l'établissement sollicité pour un entretien.

→ En sections binationales

→ En dispositifs sportifs conventionnés, réservés aux PEPS

→ En classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et classes de BTS

Pour les CPGE, les candidats envoient au doyen de l'Inspection générale de la discipline, une lettre accompagnée des pièces qu'ils souhaitent porter à sa connaissance.

Les PLP peuvent désormais candidater en BTS.

→ En arts appliqués

Les candidats ne sont pas soumis à une condition d'ancienneté d'exercice. Ils constituent un dossier de travaux personnels à caractère artistique ou pédagogique sur CD ou DVD. Ce dossier sera adressé, **avant le 12.12.2017**, à : Ministère de l'Éducation nationale, DGRH B2-2, 72 rue Regnault, 75243 Paris cedex 13.

C'est l'élément décisif du choix de l'Inspection générale.

Les lauréats de la session 2017 du CAPLP et CAPET Arts appliqués option Métiers d'arts, doivent candidater au Mouvement spécifique dans leur corps respectif.

→ En Théâtre expression dramatique ou cinéma audiovisuel avec complément de service

Les candidats prennent l'attache, dans leur académie, de l'IA IPR en charge du dossier, du délégué académique de l'action culturelle (DAAC) pour un entretien. Ils devront assurer leur service

principal dans leur discipline d'origine.

→ PLP dessin d'arts appliqués aux métiers

Les candidats rédigent en ligne une lettre de motivation et un dossier de travaux sous forme de CD ou DVD, faisant apparaître leurs compétences et illustrant leur maîtrise professionnelle. Les diplômes et les stages effectués doivent correspondre aux activités professionnelles et aux travaux professionnels présentés. Le CD ou le DVD sera adressé **avant le 12.12.2017**

au Ministère de l'Éducation nationale, DGRH B2-2, 72 rue Regnault, 75243 Paris cedex 13.

C'est l'élément décisif du choix de l'Inspection générale.

→ **Pour une candidature à 1 poste BTS arts appliqués**, fournir une attestation d'expérience professionnelle dans la spécialité concernée.

→ PLP requérant des compétences professionnelles particulières

Ils rédigent en ligne une lettre de motivation faisant apparaître leurs compétences à occuper les postes sollicités. Les professeurs doivent être candidats dans leur discipline.

La détermination et le choix des candidats seront réalisés par des groupes de travail, après avis de l'Inspection Générale, qui auront lieu début février 2018.

Les élus CAPN y participent.

Faites-leur parvenir votre dossier de candidature au mouvement spécifique.

Il est conseillé de mettre à jour votre CV sur I-prof sans attendre l'ouverture des serveurs.

► Personnels candidats à un poste spécifique (suite)

■ Les Directeurs Délégués aux Formations (DDF)... des fonctionnaires à part entière ?

→ Comment participer au mouvement 2018

des DDF (ex-Chefs de travaux) ?

C'est un mouvement spécifique qui s'adresse aux professeurs agrégés et certifiés des disciplines technologiques et aux professeurs de lycée professionnel qui justifient d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans l'enseignement ou la formation

Ces enseignants doivent être reconnus aptes à exercer la fonction de DDF et inscrits sur une liste d'aptitude rectorale (valable 3 ans), conformément aux dispositions de la circulaire 2016-137 du 11.10.2016 relative aux missions des DDF.

Les candidats font des vœux en fonction des postes publiés sur SIAM mais aussi des vœux géographiques qui seront examinés en cas de postes libérés par le mouvement.

De plus, les DDF titulaires en LGT ou LPO peuvent demander des lycées professionnels, et les DDF titulaires en lycée professionnel des LGT ou LPO.



→ Le mouvement se fait en deux temps :

- ❶ Changement des affectations des titulaires de la fonction.
- ❷ Recrutement : étude des dossiers des candidats afin de pourvoir les postes laissés vacants.

Première phase - Les candidats rédigent une lettre de motivation expliquant leur démarche de mobilité, particulièrement lorsqu'ils demandent à changer de type de lycée. Ils indiquent alors les postes sollicités. Ils décrivent sommairement la structure pédagogique de leur établissement actuel.

Deuxième phase - Les candidats mettent à jour leur CV sur *I-Prof* (faire apparaître les activités significatives) et rédigent, en ligne, une lettre de motivation dans laquelle ils précisent leur vision de la fonction ainsi que les projets qu'ils envisagent de conduire.

Les candidats retenus sont nommés pour un an, puis confirmés dans la fonction par le recteur après avis de l'Inspecteur Pédagogique Régional de la discipline. Dans le cas d'un avis défavorable, le candidat sera réaffecté dans son académie.

Les candidats néo-recrutés sont maintenus deux ans, au moins, dans le poste après l'année probatoire.

Pour la CGT Educ'Action,

le DDF est un cadre supérieur qui doit bénéficier de conditions de travail conformes à ce niveau :

- formation initiale et continue adaptées à la fonction,
- salaire aligné sur le corps des agrégés,
- durée de travail hebdomadaire intégrant les revendications de la CGT sur la RTT,
- implantation d'un secrétariat technique.

La CGT Educ'Action a dénoncé auprès du ministère et devant l'Inspection générale...

- Tous les postes spécifiques ont été retirés du mouvement inter-académique, ce qui a limité les possibilités de mutation.
- Depuis plusieurs mouvements, des postes spécifiques n'ont pas été pourvus.
- Une méconnaissance de l'étiquetage des postes et des personnels par les rectorats.
- Une méconnaissance des disciplines de recrutement des personnels par les rectorats.
- Le manque de publicité sur ces postes.
- Une méconnaissance de ce mouvement par les rectorats.
- Une lisibilité pas toujours évidente sur les serveurs académiques.

→ Pour la CGT Educ'Action, il faut éclaircir le mouvement spécifique

"Les postes spécifiques existent mais nous constatons une déviance de ce mouvement" [...] "Nous souhaitons que ce mouvement soit plus transparent afin que les personnels fassent acte de candidature précise et que les élèves inscrits dans [les] sections spécifiques se retrouvent devant des enseignants qualifiés et non des personnels recrutés par les proviseurs et n'ayant pas obligatoirement les compétences nécessaires".

→ Pour la CGT Educ'Action, il faut informer les candidats malheureux

"Le recrutement des DDF nécessite des avis motivés de la part des proviseurs, des inspecteurs et des recteurs. Très souvent, un des avis n'est pas renseigné ce qui entraîne la mise de côté du dossier. Les candidats non retenus ne sont pas informés. Il serait nécessaire que l'administration centrale communique afin que les personnels ne soient pas abandonnés sans information".

La mutation, la sélection et le recrutement des candidats sont effectués par la Direction Générale des Ressources Humaines et l'Inspection Générale et présentés lors des groupes de travail auxquels la CGT participe.

► Départements, Collectivités et Pays d'Outre-Mer (DOM, COM, POM)

DOM

Les candidats doivent participer au mouvement inter-académique. La durée d'affectation n'est pas limitée.

1 000 points de bonification sont attribués aux agents ayant fait reconnaître le centre de leurs intérêts matériels et moraux (CIMM) dans le DOM demandé. Une liste non exhaustive de critères pouvant être retenus est annexée à la note de service 2018.

• Guyane

Bonification de 100 points sur tous les vœux à partir de 5 ans d'exercice en Guyane à compter du mouvement 2019.

• Mayotte

Bonification de 100 points sur tous les vœux à partir de 5 ans d'exercice à Mayotte à compter du mouvement 2018.

Les personnels affectés à Mayotte pourront demander le retour dans leur académie d'origine lorsqu'ils le souhaiteront. La réintégration nous a été garantie par le ministère, cependant, il n'existe pas de garantie juridique sur ce point.

→ Pour Mayotte, consulter le site de notre section locale :

www.cgteducationmayotte.com

ATTENTION... Le rectorat de Guyane et le vice-rectorat de Mayotte bloquent très régulièrement les détachements vers les postes à l'étranger (AEFE, MLF, CODOFIL...) en raison du déficit important d'enseignants dans ces départements. Si vous obtenez parallèlement une affectation en Guyane ou à Mayotte et une proposition de détachement à l'étranger, vous risquez donc de ne pas avoir le choix car la demande de détachement se fait auprès de l'académie obtenue au mouvement inter-académique.

De la même manière, les agents affectés à Mayotte ne peuvent pas prétendre à une mutation vers les territoires du Pacifique (Polynésie, Wallis et Futuna, Nouvelle Calédonie).

POM

→ Polynésie Française

Note de service 2017-162 du 25 octobre 2017

La demande de candidature est à déposer par voie électronique sur le site SIAT du ministère, **entre le 31 octobre et le 13 novembre 2017.**

À la clôture de SIAT, les agents reçoivent, à l'adresse mail communiquée lors du dépôt de la candidature, un identifiant et un mot de passe personnels qui vont leur permettre de s'authentifier dans l'application MAD (<http://mad.ac-polynesie.pf>), disponible du 16 novembre 2017, à 7 h, heure de Paris, au 29 novembre 2017, à 21 h, heure de Paris.

Dans cette application, ils déposent le dossier mentionné au § I exclusivement par voie dématérialisée.

COM

→ Saint-Pierre et Miquelon

Note de service (parution en novembre)

La demande de candidature est à déposer par voie électronique sur le site SIAT du ministère, **entre le 30 novembre et le 12 décembre 2017.**

Le dossier de candidature, une fois édité puis signé par l'agent, doit être remis en un seul exemplaire, accompagné des pièces justificatives au supérieur hiérarchique direct qui portera un avis motivé sur la candidature ainsi que son appréciation sur la manière de servir de l'intéressé. Les

personnels en disponibilité au moment du dépôt de leur candidature doivent transmettre leur dossier par l'intermédiaire du chef d'établissement ou de service de leur dernière affectation.

Les participants au mouvement affectés à Saint-Pierre et Miquelon relèvent de l'académie de Caen. La durée d'affectation n'est pas limitée.

→ Nouvelle Calédonie / Wallis et Futuna

Notes de service 2017-086 et 2017-087 du 3 mai 2017

La demande de candidature est à déposer par voie électronique sur le site SIAT du ministère, **première quinzaine de décembre.** Le dossier doit obligatoirement être vérifié, validé, édité et signé par le candidat puis remis dans le délai imparti en deux exemplaires, accompagnés des pièces justificatives au supérieur hiérarchique direct qui portera son avis sur la candidature de l'intéressé, ainsi que son appréciation sur la manière de servir de ce dernier.

- **Rentrée février 2018**, le mouvement est déjà réalisé.

- **Rentrée 2019**, la note de service précisant barème et conditions sera publiée en avril-mai 2018. La saisie des vœux se fera entre le 16 mai et le 1er juin 2018.

Dorénavant ces deux mouvements sont distincts. Dans le cas d'une double candidature, l'affectation à Wallis et Futuna sera considérée comme prioritaire. Les agents nommés dans une nouvelle académie au 1^{er} septembre 2017 suite à la phase inter-académique

ne seront pas prioritaires pour obtenir une mutation en Nouvelle-Calédonie.

La durée de la mise à disposition est limitée à deux ans avec possibilité d'un seul renouvellement.

L'année scolaire débute fin février et se termine mi-décembre.

La réintégration dans l'académie d'origine est de droit à l'issue du séjour.

Les personnels ayant déjà exercé leurs fonctions en qualité de fonctionnaire titulaire dans une collectivité d'outre-mer et qui ne se sont pas vu reconnaître le transfert du centre de leurs intérêts matériels et moraux (CIMM) dans ladite collectivité, **ne peuvent solliciter une affectation qu'à l'issue d'une affectation ou d'un détachement, en métropole ou dans un département d'outre-mer d'une durée minimale de deux ans.**

Ce dossier sera signé par l'agent, visé par son supérieur hiérarchique direct qui exprimera un avis motivé sur la candidature ainsi que son appréciation sur la manière de servir de l'intéressé. Les personnels en disponibilité au moment du dépôt de leur candidature doivent transmettre leur dossier par l'intermédiaire du chef d'établissement ou de service de leur dernière affectation. Le dossier sera accompagné de pièces justificatives :

- la fiche de synthèse du dossier de l'agent à réclamer auprès de la Division des Personnels Enseignants de l'académie dont il dépend,
- le dernier rapport d'inspection,
- le dernier arrêté d'avancement d'échelon,
- une lettre de l'agent décrivant ses motivations pour rejoindre la Polynésie française.

Un dossier incomplet ne pourra être validé.

Un dossier comportant des pièces différentes de celles demandées ne sera pas traité. Aucune demande transmise hors délai ni aucun dossier papier transmis par voie postale ne seront pris en compte.

Les personnels pourront également faire acte de candidature pour exercer sur des **postes spécifiques** à compétences particulières. La liste des postes à pourvoir sur le territoire polynésien figurera, **à partir du 16 novembre 2017**, sur le site SIAM, accessible via I-Prof ou à l'adresse : <http://www.education.gouv.fr>, rubrique concours, emplois et carrières".

Le calendrier, les modalités de candidature et de traitement de ces demandes seront précisées dans la note de service "Mobilité des personnels enseignants du second degré" - Annexe II, pour le 9 novembre 2017.

Prenez soin de garder une copie complète (avec l'avis du chef d'établissement) afin que nous le communiquions à la CGT de Polynésie.

La liste des candidats retenus sera communiquée par les services territoriaux au vice-recteur de la Polynésie française pour le 14 février 2018. Ce dernier notifiera aux intéressés, par la messagerie électronique, la proposition d'affectation formulée par les autorités éducatives locales, au plus tard le **16 février 2018.**

Les agents dont la candidature aura été retenue communiqueront, par retour de mail au vice-rectorat, leur accord (accompagné le cas échéant d'un certificat médical d'aptitude à exercer en outre-mer) ou refus, impérativement avant le **22 février 2018.**

La durée de la mise à disposition est limitée à deux ans avec possibilité d'un seul renouvellement.

La réintégration dans l'académie d'origine est de droit à l'issue du séjour.

Les personnels ayant déjà exercé leurs fonctions en qualité de fonctionnaire titulaire dans une Collectivité d'Outre-Mer ou à Mayotte **ne peuvent solliciter une mise à disposition en Polynésie française qu'à l'issue d'une affectation ou d'un détachement en métropole ou dans un Département d'Outre-Mer d'une durée minimale de deux ans.**

D Éléments de rémunération et Indemnité forfaitaire de changement de résidence (IFCR)

DOM/COM/POM	Coefficient d'indexation	Dispositif indemnitaire	IFCR
Martinique	1.4 <i>Loi 50-407 du 3.04.1950 Décret 53-1226 du 22.12.1953 Décret 57-87 du 28.01.1957</i>	Néant	Néant
Guadeloupe	1.4 <i>Loi 50-407 du 3.04.1950 Décret 53-1226 du 22.12.1953 Décret 57-87 du 28.01.1957</i>	<u>Ile de Saint-Martin</u> : Indemnité de Sujétion Géographique (ISG) de 14 mois de traitement pour 4 ans en trois fractions égales (une seule indemnité par couple). <i>Décret 2013-314 du 15.04.2013 et arrêté du 15.07.2014.</i> <u>Ile de Saint-Barthélemy</u> : ISG de 6 mois de traitement pour 4 ans en trois fractions égales (une seule indemnité par couple). <i>Décret 2013-314 du 15.04.2013.</i>	4 années de services en métropole ou dans le département d'outre-mer d'affectation ; sans tenir compte des mutations intervenues en métropole ou dans le département d'outre-mer considéré. Taux de 80 %. <i>Décret 89-271 du 12.04.1989 et arrêté du 12.04.1989.</i>
Guyane	1.4 <i>Loi 50-407 du 3.04.1950 Décret 53-1226 du 22.12.1953 Décret 57-87 du 28.01.1957</i>	ISG de 14 à 18 mois de traitement pour 4 ans en trois fractions égales selon la commune d'affectation (une seule indemnité par couple). <i>Décret 2013-314 du 15.04.2013 et arrêté du 15.07.2014.</i>	Idem Martinique
Réunion	1.53 <i>Loi 50-407 du 3.04.1950 Décret 53-1226 du 22.12.1953 Décret 57-333 du 15.03.1957 Arrêté du 28.08.1979 publié au JO du 6.09.1979</i>	Néant	Idem Martinique
Mayotte	1.4 à partir de 2017 <i>Décret 2013-964 du 28.10.2013</i>	<u>Indemnité d'Eloignement (IE) transitoire</u> (1 versement par an pendant 4 ans) pour les agents affectés avant 2017 ; 5 mois à partir de 2017. <i>Décret 2013-965 du 28.10.2013 et décret 2014-730 du 27.06.2014</i> <u>ISG</u> pour les agents affectés à partir de 2017 (une seule indemnité par couple d'agents) de 20 mois de traitement pour 4 ans en quatre fractions égales (y compris pour les agents ayant leur CIMM à Mayotte à condition qu'il y ait eu déplacement effectif). <i>Décret 2013-965 du 28.10.2013</i>	4 années de services en métropole ou dans le département d'outre-mer d'affectation ; sans tenir compte des mutations intervenues en métropole ou dans le département d'outre-mer considéré. Taux de 100 %. Indemnisation pour les ATP <i>Décret 89-271 du 12.04.1989 et arrêté du 12.04.1989.</i>
Saint Pierre et Miquelon	1.85 <i>Décret 78-293 du 10.03.1978</i>	ISG de 6 mois de traitement pour 4 ans en trois fractions égales (une seule indemnité par couple). <i>Décret 2013-314 du 15.04.2013</i>	Idem Martinique
Nouvelle Calédonie	1.73 ou 1.94 selon l'affectation <i>Décret 67-600 du 23.07.1967 et arrêté du 12.02.1981</i>	10 mois de traitement en deux fractions égales pour un séjour de 2 ans. <i>Décret 96-1028 du 27.11.1996</i>	5 années de services en métropole ou dans le département d'outre-mer d'affectation ; sans tenir compte des mutations intervenues, en métropole ou dans le département d'outre-mer considéré. Taux de 80 % <i>Décret 98-844 du 22.09.1998 et arrêté du 22.09.1998</i>
Wallis et Futuna	2.05 <i>Décret 67-600 du 23.07.1967 et arrêté du 28.07.1967</i>	18 mois de traitement en deux fractions égales pour un séjour de 2 ans. <i>Décret 96-1028 du 27.11.1996</i>	Idem Nouvelle Calédonie
Polynésie Française	1.84 ou 2.08 selon l'affectation <i>Décret 67-600 du 23 juillet 1967 et arrêté du 12 février 1981</i>	10 mois de traitement en deux fractions égales pour un séjour de 2 ans. <i>Décret 96-1028 du 27.11.1996</i>	Idem Nouvelle Calédonie

► Enseigner à l'étranger ou en Andorre

... À l'étranger

→ Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE) ¹

Les emplois proposés concernent les personnels enseignants, premier degré et certifiés, de direction, d'éducation et d'orientation.

Trois types de contrats sont possibles :

❶ Les contrats "expatriés"

Plus avantageux, ils sont de plus en plus réservés aux postes d'encadrement ou de formateurs et sont peu nombreux.

❷ Les contrats "résidents"

Les personnels peuvent candidater de France mais la priorité est donnée aux personnels vivant sur place ou qui suivent leur conjoint. Les autres doivent demander à être en disponibilité 3 mois pendant lesquels ils seront recrutés localement avant d'être pris en charge par l'AEFE. Les postes sont publiés mi-janvier et les personnels sont recrutés sur proposition du chef d'établissement après avoir recueilli l'avis d'une éventuelle CAP locale en mars. Après recrutement, l'enseignant est détaché par le ministère.

Il n'y a plus de recrutement de résidents aux États Unis.

Les contrats "expatriés" et "résidents" sont réservés aux personnels titulaires, pour une durée en général de trois ans, renouvelable une fois. Ils sont rémunérés par l'AEFE.

❸ Le recruté "local"

Il est employé directement par l'établissement avec lequel il signe un contrat de droit local. Ce type de contrat est accessible à tous, titulaires ou non, français ou non.

Ces différents types de contrats entraînent une grande disparité dans l'échelle des rémunérations pour des postes parfois identiques et les critères de recrutement sont parfois opaques.

¹ L'AEFE est présente dans 135 pays

Dossiers de candidature "expatriés"
(www.aefe.fr)

La procédure est close pour 2018 (BO N°27 du 27.08.2017).

Pour 2019, surveiller le BO fin août 2018.

Pour les résidents

À partir de mi-décembre 2017, mise en ligne sur le site de l'AEFE des documents permettant de préparer le dossier de candidature.

Consulter la liste des postes sur le site de l'AEFE mi-janvier ou faire une candidature spontanée auprès de l'établissement voulu à tout moment (possible par mail).

→ Mission Laïque Française (MLF)

→ Office Scolaire Universitaire International (OSUI)

→ Association Franco Libanaise pour l'Éducation et la Culture (AFLEC)

Les commissions paritaires se dérouleront : le 1.03.2018.

(dates susceptibles d'être modifiées)

RÉPONSES AUX CANDIDATS SÉLECTIONNÉS SOUS 48H PAR COURRIEL

La MLF est une association qui gère directement des établissements français ou des écoles d'entreprises françaises à l'étranger.

L'OSUI est une association sans but lucratif, "soeur" de la MLF qui gère les établissements du réseau Maroc.

L'AFLEC est un réseau d'établissements scolaires situé au Liban et aux Émirats Arabes Unis.

Pour information, les inscriptions se font :

- pour la MLF : de septembre à octobre sur la plateforme MLF/OSUI.

- pour l'AFLEC : en septembre sur la plateforme AFLEC.

→ Échanges et actions de formation à l'étranger (année 2018-2019)

• BO n° 35 du 19 octobre 2017 :

- Échange franco-allemand d'enseignants du 1^{er} degré.

- Stages de perfectionnement linguistique, pédagogique et culturel à l'étranger d'enseignants des 1^{er} et 2nd degrés.

- Séjours professionnels en Allemagne, Autriche, Espagne, Irlande, Italie, Portugal, Royaume-Uni.

- Codofil, séjour en Louisiane d'enseignants des 1^{er} et 2nd degrés et de professeurs de français langue étrangère (FLE).

- Échange franco-qubécois, poste pour poste, d'enseignants du 1^{er} degré.

- Échange, poste pour poste, de professeurs d'anglais du 2nd degré avec les États-Unis.

• Parution du BO en janvier 2018 pour :

- les séjours professionnels à l'étranger, - le programme Jules Verne.

• Inscription en ligne (avant le 25.03.2018) sur le site CEIP :

Site : www3.ciep.fr/le/sejourPro/Inscriptions
Voir ensuite la note de service début juillet 2018.

Du rêve à la réalité...

Les établissements français à l'étranger fonctionnent comme des établissements privés avec ce que cela suppose de flexibilité et d'obligations diverses.

Pour les contrats de résidents au départ de France : ceux-ci doivent prendre en charge leurs frais de transport et d'installation, sans compter les éventuels frais de scolarité de leurs enfants.

... En Andorre

Pour faire acte de candidature, les titulaires ou stagiaires doivent :

• téléchargement du dossier de candidature (janvier 2018).

→ Envoi du dossier par voie hiérarchique aux pièces justificatives (date limite février 2018).

→ Date de la commission nationale d'affectation : mai 2018.

cf. BO à paraître en décembre 2017.

Dossier à remplir en CAPITALES, merci

Académie :

Adhérent-e : OUI NON

Affectation à TITRE DÉFINITIF 2017/2018

En établissement

T.Z.R.

Nom de l'établissement :
.....

Affectation à TITRE PROVISOIRE 2017/2018

Discipline : Code :

Nom de naissance : Prénom :

Nom d'usage : Date de naissance :

Adresse :

Code postal : Commune :

Tél. Fixe : Portable :

Mél :

Titulaire

Stagiaire

(Remplir obligatoirement tous les items)

AE

Agrégé·e

Certifié·e

P.EPS

PLP

CE EPS

CPE

Psy-EN(ex copsy)

Dir. CIO

Mouvement :

INTER-ACADÉMIQUE et/ou SPÉCIFIQUE

DDF (ex-Chef de travaux)

Postes à compétences particulières

Classes de BTS

Autre :

➔ Retournez ce dossier aux élu·es CAPA de votre académie, accompagné **IMPÉRATIVEMENT** de la confirmation de demande de mutation.

➔ Pour être informé·e du résultat, inscrivez-vous sur le site :

www.unsenmutations.cgt.fr

Cadre réservé aux élu·es CAPN

.....
.....



D Mutation 2nd degré 2018 **R**

D Calcul ...

A - Ancienneté de service

- Échelon au 01.09.2017 par reclassement : 7 pts/échelon (minimum 14pts 1^{er} et 2^e échelon)
- Hors-classe (hors agrégés) : 7 pts/échelon + forfait 56 pts
- Hors-classe agrégé : 7 pts/échelon + forfait 63 pts
ou 98 pts si 2 ans d'ancienneté au 4^e échelon
- Classe exceptionnelle (PEGC - CE d'EPS): 7 pts/échelon + forfait 77 pts **(Maximum 98 pts)**

B - Ancienneté dans le poste

- Par année : 10 pts
- Par tranche de 4 ans : 25 pts
- Stagiaire ex-titulaire EN : 10 pts/an + 10 pts pour l'année de stage
(enseignement, éducation, orientation)

C - Affectation en éducation prioritaire (exercice continu)

C 1 - Si affecté en lycée ex-APV (Eclair, ZEP...), ancienneté de poste au 31/08/2015 :

- Pour 1 an : 60 pts ; pour 2 ans : 120 pts ; pour 3 ans : 180 pts ; pour 4 ans : 240 pts ;
pour 5 ou 6 ans : 300 pts ; pour 7 ans : 350 pts ; pour 8 ans et + : 400 pts.

C 2 - Si établissement classé REP+ ; REP+ et ville ; ville ; ville et REP ; seulement REP :

- Classé uniquement REP : 160 pts pour 5 ans et +
- Pour tous les autres cas : 320 pts pour 5 ans et +

D - Situation individuelle

D 1 - Stagiaire, ex-contactuel·le du 2nd degré de l'EN ou de CFA, MA, AED ou AESH ou ex-EAP :

- Jusqu'au 3^e échelon : 100 pts
- Au 4^e échelon : 115 pts
- À partir du 5^e échelon : 130 pts

D 1 bis - Stagiaire demandant son académie de stage ou académie d'inscription au concours :

- 0,1 pt (Être candidat en 1^{er} affectation)

D 2 - Autre stagiaire sortant en juin 2018 :

- Bonification sur demande (elle sera perdue si extension) : 50 pts (Seulement sur le 1^{er} vœu, valable 1 fois en 3 ans)

D 2 bis - Stagiaire précédemment titulaire, autre que personnel enseignant, d'éducation ou d'orientation :

- 1 000 pts (Sur l'académie de l'ancienne affectation)

D 3 - Vœu préférentiel (incompatible avec bonification familiale) :

- Bonification (plafonnée à 100 pts) : 20 pts/an (À partir de la 2^e année, si vœu au 1^{er} rang)
- Conservation des bonifications acquises avant le mouvement 2016

D 4 - Vœu portant sur les DOM (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Mayotte, Guyane) :

- si CIMM reconnu : 1000 pts pour le vœu formulé rang 1

D 5 - Vœu formulé par les agents affectés à Mayotte :

- 100 pts sur tous les vœux dès 5 ans d'exercice.

D 6 - Vœu unique Corse :

- Première demande 600 pts
- Deuxième demande consécutive 800 pts
- Troisième demande consécutive 1000 pts
- Stagiaire Corse (tous les ex-contractuels sauf GRÉTA, ex MA garanti d'emploi, ex AESH, ex AED ou ex EAP) 800 pts

D 7 - Sportif de haut niveau

- Bonification par année successive d'ATP 50 pts **(Maximum 4 ans)**

D 8- Personnel reconnu handicapé ou ayant un enfant en situation médicale grave

- Bonification sur tous les vœux 100 pts **(Si bénéficiaire de l'obligation d'emploi)**
- Bonification sur académie améliorant la situation 1 000 pts **(Au vu du dossier ; non cumulable avec les 100 pts)**

Votre calcul	Élus CAPA



Vous devez **IMPÉRATIVEMENT** adresser les PJ à l'administration de votre académie d'affectation actuelle, en y joignant la confirmation de demande.
Adressez-en un double, accompagné de ce dossier, aux élus paritaires académiques.

Nb de PJ :

... de votre barème

D 8 - Réintégration à titre divers : 1 000 pts (Sur l'académie d'exercice avant affectation sur emploi fonctionnel ou établissement privé sous contrat ou, pour les PE, pour l'académie d'exercice avant détachement puis intégration dans le corps des certifiés à Mayotte).

E - Situation familiale ou civile (Appréciée au 31.08.2017)

E 1 - Rapprochement de conjoints (RC) 150,2 pts (Sur l'académie de la résidence professionnelle du conjoint en vœu n° 1 et académies limitrophes ; non cumulable avec E2 et E3)

E 1 bis - Années de séparation retenues, y compris année scolaire 2017/2018 (cf tableau p. 13) :

- Pour 1/2 année : 95 pts ; pour 1 an : 190 pts ; pour 1,5 an : 285 pts ; pour 2 ans : 325 pts ; pour 2,5 ans : 420 pts ; pour 3 ans : 475 pts ; pour 3,5 ans : 570 pts ; pour 4 ans et + : 600 pts.

Les départements 75, 92, 93 et 94 forment la même entité.

E 1 ter - Demande vers académie non limitrophe 200 pts (Si séparation effective sur des académies non limitrophes)

- Demande vers académie limitrophe avec un département non limitrophe 100 pts

E 1 quater - Enfant à charge de 20 ans au + au 31.08.2018 (voir BO)

- Par enfant 100 pts (Uniquement en RC)

E 2 - Autorité parentale conjointe

- Bonification 250,2 pts (forfaitaire)+ 100 pts par enfant à partir du 2^e

E 3 - Situation parent isolé (enfant de moins de 18 ans) (sur 1^{er} vœu et académies limitrophes)

- Bonification 150 pts (forfaitaire)

E 4 -Mutation simultanée entre conjoints

- Deux titulaires ou deux stagiaires 80 pts (Forfaitaire sur vœu n° 1 et académies limitrophes)

Total

Votre calcul	Élus CAPA
Total	

D Vos vœux et barèmes

Nombre de vœux maximum :

Mouvement INTER-ACADEMIQUE : 31 - Mouvement SPÉCIFIQUE : 15

Rang	Académie	Barème		Rang	Académie	Barème	
		Votre calcul	Élus CAPA				
				16			
1				17			
2				18			
3				19			
4				20			
5				21			
6				22			
7				23			
8				24			
9				25			
10				26			
11				27			
12				28			
13				29			
14				30			
15				31			

ATTENTION

Dans le cadre du mouvement déconcentré, votre dossier sera examiné par un groupe de travail académique chargé de vérifier la conformité de vos vœux et de votre barème.

Ce groupe de travail siège au Rectorat de votre Académie d'affectation actuelle.

Pour toute réclamation concernant votre barème, vous devez donc vous adresser au Rectorat (par écrit).

Vous devez prendre contact avec les élus paritaires académiques de la CGT Educ'action afin qu'ils puissent défendre votre dossier.

Les élus paritaires nationaux, quant à eux, prendront le relais pour traiter votre dossier dans le cadre du mouvement inter-académique.

Ils vous préviendront du résultat de la CAPN -ou FPMN- vous concernant.

Dans quel cadre faites-vous votre demande ?

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Convenance personnelle | <input type="checkbox"/> Vœu préférentiel |
| <input type="checkbox"/> Rapprochement de conjoints | <input type="checkbox"/> Mutation simultanée |
| <input type="checkbox"/> Autorité parentale conjointe | <input type="checkbox"/> Au titre du Handicap (candidat, conjoint ou enfant) |
| <input type="checkbox"/> Situation parent isolé | <input type="checkbox"/> Réintégration |

D Situation administrative

1 Position :

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Activité | <input type="checkbox"/> Congé Formation | <input type="checkbox"/> Congé longue maladie |
| <input type="checkbox"/> Stage de Reconversion | <input type="checkbox"/> Congé parental | <input type="checkbox"/> Disponibilité |
| <input type="checkbox"/> Détachement (*) | <input type="checkbox"/> Congé longue durée | <input type="checkbox"/> Établissement Post-Cure |
| <input type="checkbox"/> Autre (*) | (*) Préciser : | |

2 Si fonctionnaire titulaire hors Éducation nationale :

Préciser ministère, corps ou service :

Académie d'exercice :

3 Service dans l'Éducation nationale :

- Titulaire** Échelon au 01.09.2017 :
- Ancienneté dans l'affectation définitive (y compris 2017/2018) :
- Stagiaire** Échelon au 01.09.2017 :

D Situation de famille au 1^{er} septembre 2017

- 1 **Situation :** Célibataire Marié·e ou pacsé·e Concubinage avec enfant-s
- Parent isolé Autorité parentale conjointe

- 2 **Nombre d'enfant-s à charge de moins de 20 ans au 01.09.2018 :**
- Enfant à naître (*certificat de grossesse ou attestation de reconnaissance anticipée au 31.12.2017*)

3 Conjoint·e :

Profession : En activité : OUI NON

Stagiaire Éducation nationale Stagiaire Fonction publique

Académie de la résidence professionnelle :

4 Année-s de séparation au 01.09.2018 :

• En activité :

Du au Du au

Du au Du au

Du au Du au

• En Congé parental, ou disponibilité pour suivre le conjoint :

Du au Du au

Du au Du au

Du au Du au

➔ Total des années prises en compte :

► Récapitulatif du calendrier du Mouvement Inter-académique 2018

→ Du jeudi 16 novembre au mardi 5 décembre 2017 à 18 h

Saisie des demandes sur SIAM / I-prof.

→ Dès la clôture du serveur (jusqu'à mi-décembre, selon les académies)

Transmission dans les établissements du formulaire de confirmation de demande de mutation en un seul exemplaire.

Ce formulaire, **vérifié** (éventuellement corrigé) et **signé** par l'agent, **accompagné des pièces justificatives demandées**, est remis au chef d'établissement qui vérifie, complète, s'il y a lieu, et transmet la demande au rectorat (dates fixées dans les académies par arrêté rectoral).

→ Date limite de dépôt d'un dossier médical

- Courant décembre (voir circulaire de chaque académie),
- Le mercredi 6 décembre, à la DGRH, pour les personnels gérés hors académie.

→ Entre le lundi 8 et le vendredi 26 janvier 2018 (selon les académies)

Groupes de Travail Académiques (GTA) de vérification des vœux et barèmes.

Contactez vos élus CAPA et transmettez-leur votre dossier syndical.

En cas de contestation du barème retenu par l'administration, faites-vous aider.

Attention, après le GTA, les barèmes sont arrêtés et ne seront plus modifiés.

→ À l'issue des GTA, fin janvier 2018

Affichage des barèmes retenus (et éventuellement corrigés par les GTA) sur SIAM / I-Prof.

→ Lundi 29 janvier 2018

Remontée des vœux et barèmes au ministère.

→ Du lundi 29 janvier au vendredi 2 février 2018

Groupes de Travail pour le mouvement spécifique.

→ Vendredi 16 février 2018

Date limite de dépôt des demandes tardives (participation, annulation et modifications).

→ Du mardi 27 février au vendredi 9 mars 2018

CAPN et FPMN : Résultats des demandes de mutations.

Coordonnées académiques de la CGT Éduc'action

Ⓜ AIX-MARSEILLE

Jacqueline SALAZAR-MARTIN,
Jean-Louis BRUNEL et
James SAINT-GERMAIN - URSDEN-CGT
Bourse du Travail Benoît Frachon
23 Bd Charles Nodding - 13003 MARSEILLE
04 91 62 74 30 - FAX : 04 91 66 91 42
urden.aixmille@wanadoo.fr
Resp. des élu-es : Jacqueline SALAZAR-MARTIN
ajac@cgf-stb-marseille.fr

Ⓜ AMIENS

Benoît DROUARD-UPSEN-CGT
3 Ferme de la Forêt
02300 UGNY LE GAY
Tél : 06 07 61 10 51
Mail : upensc@picardie@orange.fr ou bdrouard@yahoo.fr

Ⓜ BESANCON

Olivier COULON - UASEN-CGT
Maison du Peuple
115 rue Buisson - 25000 BESANCON
03 81 81 31 34 - 06 28 07 86 26 (perso)
Mail : coulon@besancon@free.fr

Ⓜ BORDEAUX

Dominique MARCHAL et Franck DOLE
CGT Éduc'action Aquitaine
Bourse du Travail - 44 Cours Aristide Briand
Bureau 101 - 33075 BORDEAUX cedex
05 56 91 80 54 - 06 82 26 69 63
cgteduc@aquitaine@yahoo.fr
Élu-es CAPA : elucapa@cgteduc@gmail.com
06 95 00 80 31 - 06 46 82 66 47

Ⓜ CAEN

Christophe LAJOIE - URSEN-CGT
3, Allée du Bois - 14740 S1 MANVIEU Norrey
06 32 18 39 51
urisen.caen@orange.fr
Élu-es CAPA : adent1@cgt-elucapa@orange.fr

Ⓜ CLERMONT-FERRAND

Hélène FOLCHER et Frédéric CAMPOUILHEM
(co-secrétaires)
UASEN-CGT
Maison du Peuple
Place de la Liberté - 63000 CLERMONT-FERRAND
Tél/Fax : 04 73 36 69 97
uasencf.ac.clermont@gmail.com
Élu-es PLP : Michel Grangier (06 77 36 02 69), Andrié
Sarrasin, Laurianne Rieutort, Etienne Solin
Élu-es Certifiés/Agrégés : Hélène Demangeot (06 25 23
56 89), Nicolas Robin

Ⓜ CORSE

Jean-Marc CECCALDI - fredon.ceccaldi@wanadoo.fr
Patrick LASSERRE - cgteduc.corse@gmail.com
UD CGT Corse du Sud - Rés. Univ. Popu - Bât. E - BP
572
Rue du Commandant Biancamaria - 20189 A.MCCIO cedex 2
04 95 10 59 70
UD CGT Haute Corse - Impasse Patrimoine - 20250 BASTIA
04 95 31 71 98 - Fax : 04 95 32 63 09 - us20h@cgt.fr

Ⓜ CRÉTEIL

Charlotte VANBESSEN - CGT Éduc'action Créteil
Bureau des élu-es
11 rue des Archives - 94000 CRÉTEIL
01 41 94 94 15 - 06 58 48 56 79
contact@cgteduccreteil.org

Ⓜ DIJON

Yasmina SOLTANI - URSEN-CGT
Maison des Syndicats
2 rue du Parc - 71100 CHALON-SUR-SAONE
03 85 46 09 07 urisen-dijon.cgt@wanadoo.fr
Élu-es CAPA : eluc-cgt-dijon@cgteducdijon.org

Ⓜ GRENOBLE

Nathalie GELDHOF - UASEN-CGT Éduc'action
Bourse du Travail
32 avenue de l'Europe - 38030 GRENOBLE cedex 2
uasen-cgt.grenoble@wanadoo.fr
Élu-es CAPA : 06 70 36 52 70 et 06 14 26 90 22

Ⓜ LILLE

Brigitte CRETEUR - CGT Éduc'action 59-62
Bourse du Travail CGT
254 boulevard de l'Usine - CS 20111 - 59030 LILLE cedex
03 20 52 27 91 - Fax 03 20 52 76 92 acad@cgteduc.lille.org

Ⓜ LIMOGES

Veronique DUBUIS et Emmanuel ANGLERAUD
URSEN CGT Éduc'action
Maison du Peuple
24 rue Charles Michels - 87065 LIMOGES cedex
05 55 10 85 44 cgt.educ@onlimousin@gmail.com
Élu-es CAPA : cgteluc@limousin@gmail.com

Ⓜ LYON

Lucile EMOND et Pierre-Stéphane COCHET
CGT Éduc'action Lyon
Bourse du Travail Place Guichard - 69422 LYON cedex 03
04 78 62 63 60 educ@oncglyon@orange.fr

Ⓜ MONTPELLIER

Mathieu BRABANT - CGT Éduc'action Montpellier
Maison des Syndicats -
Comité régional 474 allée Henry II de Montmorency 34000
MONTPELLIER 06 77 81 34 83 -
cgteduc.montpellier@gmail.com
Élu-es Enseignant-es/CPE/COP/Pers. de Vie scolaire :
06 83 23 23 21 - 06 33 52 71 70 - 06 09 99 21 94
Élu-es Personnels de Laboratoire : 06 68 01 36 16 - 06
64 41 99 15

Ⓜ NANCY-METZ

Philippe KUGLER - URSEN-CGT
Comité Régional Lorraine CGT
10 rue de Méric - BP 42026 - 57064 METZ cedex 02
au URSEN-CGT - 17 rue Drouin - 54000 NANCY
03 87 75 19 10 ou 06 85 12 91 94 kugler.metz@wanadoo.fr
Élu-es CAPA PLP :
Victor ALEM - 06 90 05 48 69 alemvg@gmail.com
Xavier ALAOUÏ - 06 80 60 33 23 xavier.alaoui@yahoo.fr

Ⓜ NANTES

Karine FERRAUD et Hervé GUICHARD
URSEN-CGT
Maison des Syndicats
CP n° 11 place de la Gare de l'Etat - 44276 NANTES
cedex 2
Tél : 07 71 68 37 58 cgteduc-nantes@orange.fr
Précédents : 06 23 33 67 99 - cgteduc53@gmail.com
Agents admis. : Hervé GUICHARD - 06 47 99 61 00
GRETA : Barbara FOUCHÉ - barbara.fouche@ac-nantes.fr
Élu-es CAPA PLP : elunantes.cgteduc@laposte.net
06 77 88 23 28

Ⓜ NICE

Olivier GERARD et Isabel RUIZ
CGT Éduc'action Académie Nice
UD CGT - 34 Bd Jean Jaurès - 06300 NICE
09 53 68 08 50 - 06 62 01 08 93
seocad@cgteducacademie.org
Élu-es CAPA : elucapa.nice@ournaton.org

Ⓜ ORLEANS-TOURS

Marie-Paule SAYAJOL
URSEN-CGT
1 rue du Colonel Montfleur - 41000 BLOIS
06 75 50 98 11 - orleans-tours@cgteduc.fr
Élu-es CAPA :
-Dépt 18 :
N-Paule SAYAJOL - contact.carmes.18@cgteduc.fr - 06 75 50 98 11
-Dépt 28 :
Laure APOCHER - contact.carmes.28@cgteduc.fr - 06 22 26 11 31
-Dépts 36 et 37 :
Thierry WUTRIN - contact.carmes.36@cgteduc.fr - 06 51 00 57 34
contact.carmes.37@cgteduc.fr
-Dépt 41 :
N-Paule SAYAJOL - contact.carmes.41@cgteduc.fr - 06 75 50 98 11
-Dépt 45 :
Brice Clément - contact.carmes.45@cgteduc.fr - 06 91 96 14 06

Ⓜ PARIS

Catherine BARTOLI et Arnaud CORA
CGT Éduc'action Paris
Bourse du Travail -
Bureau 491 3 rue du Châteaux d'Eau - 75010 PARIS
01 44 84 51 18 cgteduc75@gmail.com
Élu-es CAPA : 06 27 40 22 21 - 06 73 46 18 65

Ⓜ POITIERS

Bertrand VERHAEGHE (secrétaire général) et Pascal
LACOUX (co-secrétaires)
URSEN-CGT
10 rue Chéoulimi - Ma Campagne 16000 ANGOULEME
06 08 51 52 26 (B. Verhaeghe) 06 03 60 63 59 (P. Lacoux)
urisen.cgt.poitiers@free.fr

Ⓜ REIMS

Laurence CORPEL
URSEN-CGT
9 rue du Casino - 10440 TORVILLIERS
06 32 39 64 52 cgteduc.reims@orange.fr
Élu-es CAPA : contact@cgteducactionreims.fr

Ⓜ RENNES

Jaques YAESKEN
URSEN CGT Éduc'action
5 rue de la Saunerie - 35000 RENNES
06 33 10 45 06 - nepere5@wanadoo.fr
Resp. des élu-es : Stéphane RABINIAUX
06 70 90 00 21 stephane.rabiniaux@laposte.net

Ⓜ ROUEN

Luc de CHIVRE
URSEN-CGT
Maison des Syndicats
187, Rue Albert Dupuis - 76000 ROUEN
02 56 03 68 14 - cgteduc.rouen@gmail.com
Élu-es :
- LP : 06 79 56 06 26 - elucapacgt@education7627.fr
- Collèges/LGT : 07 77 23 29 69
elucart@cgf@education7627.fr
- Ecoles : 06 70 46 97 24 -
cgt.education76.ecoles@orange.fr

Ⓜ STRASBOURG

Laurent FEISTHAUER
CGT Éduc'action Alsace
42 rue Firth - 67000 MONSWILLER
03 88 71 88 43 - 87 81 09 13 25 (portable) -
lfeisthaue@free.fr
Élu-es CAPA : Corinne REYNETTE -
corinnereynette@hotmail.com
03 88 06 50 15 - 06 99 79 70 27

Ⓜ TOULOUSE

Corinne VAULOT
CGT Éduc'action Midi-Pyrénées
Comité Régional CGT Midi-Pyrénées
Place du Fer à Cheval - 31300 TOULOUSE
06 32 37 04 09 Mail :
lpcgteducmidipyrenees@gmail.com
Élu-es CAPA : elucgteducatoul@gmail.com

Ⓜ VERSAILLES

Marie BUISSON et Frédéric MOREAU
CGT Éduc'action Versailles
La Rotonde - 32/34 avenue des Champs Pierreux
92000 NANTERRE 06 40 16 79 39
cgteducversailles@gmail.com
Élu-es CAPA : elucgteducversailles@gmail.com

Ⓜ GUADELOUPE

Tony OZIER-LAFONTAINE et Gérard LUXEUL
SEP-CGTG
4 Cité Arlesnoise de Bergévin - 97110 POINTE-À-PITRE
05 90 90 11 43 - 06 90 58 76 65 - Fax : 05 90 91 04 00
sep.cgtg@wanadoo.fr
Élu-es CAPA PLP : Hélène ABISUR ARCON et Jean-Marc COLLIN

Ⓜ MARTINIQUE

Gabriel JEAN-MARIE SNPE-CGTM
Willy DE LOR SGAPP-CGTM
Maison des Syndicats
Jardin Desclieux - Porte 6 - 97200 FORT DE FRANCE
06 96 70 57 17 - 06 96 25 57 91 snpe.cgtm@wanadoo.fr
Élu ATSS : Willy DE LOR - willy.de.lor@wanadoo.fr

Ⓜ GUYANE

Michèle COUËTA - STEG-UTG
40 av. Digue Rorjon - BP 265 - 97326 CAYENNE cedex
06 94 43 64 40 remie.coueta@wanadoo.fr - stegu@steguy.com

Ⓜ LA RÉUNION

Patrick CORRÉ
CGTR Éduc'action
114 rue du Général de Gaulle
BP 80 829 97476 SAINT DENIS cedex
06 82 65 45 80 - cgt.educ@onccr-reunion.fr

Ⓜ MAYOTTE

Quentin SEDES élu PLP 06 39 94 05 99
Thomas DELAGE élu certifié 06.39.67.02.19
CGT Éduc'action Mayotte
2 Rue de la rocade à côté du Golden Lot
BP 140 - Kawéni - 97600 NAMOUZOU
- cgt.mayotte@gmail.com

Ⓜ POLYNÉSIE FRANÇAISE

Thierry MAROLLEAU
BP 2235-98705 UTUROA - RAiatea
marolleau.t@gmail.com
06 89 40 66 46 72 (fixe)

